

LE JOUR, 1949
08 OCTOBRE 1949

CE GOUVERNEMENT ET SES DEVOIRS

Voilà le Ministère, chez nous, ramené à un aspect plus raisonnable. Ce n'est pas que nous soyons, les uns et les autres, au bout de nos peines.

On voudrait aujourd'hui formuler une opinion qui soit délibérément optimiste sur la situation en proche Orient ; on ne le peut pas.

Il y a ces graves histoires à nos frontières qui entretiennent légitimement la crainte et le malaise ; il y a les perspectives troubles du côté hachémite et du côté d'Israël.

Notre politique étrangère est de nouveau à l'ordre du jour. C'est elle qui domine, de haut, le débat ; c'est elle qui doit être soutenue et consolidée par une politique intérieure ferme et sûre.

C'est pour cela que la combinaison ministérielle qui a précédé le dernier remaniement paraissait si inquiétante par son manque de popularité et d'équilibre. On y voit maintenant un visage nouveau parmi ceux qui nous sont le plus chers ; maintenant à défaut d'une formule vraiment novatrice, les ministres sont un peu plus logiquement à leur place.

Mais c'est l'heure du travail qui est venue, ce n'est pas le temps du repos.

Le Liban court des risques évidents à cette heure ; les plus considérables que nous ayons connus depuis des années. Nous ne nous dissimulerons pas le péril en nous tournant du côté du mur, en feignant d'ignorer ce qui se passe dans le voisinage, au grand jour et dans la nuit.

La politique du Liban en ce moment est indivisible. On ne peut pas, par exemple, faire une politique monétaire en marge de la politique extérieure, ou une politique économique qui ignore les difficultés purement politiques toujours à l'état latent.

La politique de l'Etat doit être plus que jamais un bloc. Il ne nous semble pas que ce soit le cas. Nous avons couramment, au contraire, le spectacle d'une façon d'agir faite de pièces et de morceaux.

Pourtant, tous nos actes à cette heure doivent être commandés par la volonté de mettre le Liban à l'abri de dangers grandissants. Par là notre politique intérieure se trouve entièrement engagée.

Un Gouvernement qui ne mettrait pas, en cet automne de 1949, le Liban en état de résistance, dans tous les domaines, manquerait fondamentalement à son devoir.

Voilà pourquoi l'unité de vues, la coordination des efforts, le travail d'équipe et les directives précises sont absolument nécessaires.

Souhaitons au Gouvernement de se montrer à la hauteur d'une tâche aussi délicate, tâche vraiment nationale au service de laquelle on aurait aimé voir plus d'hommes nouveaux.